

Health Canada's response to a request for information made by the Standing Senate Committee on Official Languages (OLLO) on April 17, 2023

Question

Senator Dagenais: I have two quick questions. The first is for Ms. Voisin. The Parliamentary Budget Officer, in a fairly substantial report, casts some doubt on the government's ability to achieve the objectives of Bill C-13 on official languages and to be able to truly protect the French language. If we look at things such as labour mobility, which is a key factor in the health sector across Canada, what are the numbers? What investments is your department making to ensure medical services are available in French everywhere in Canada, particularly for Quebecers who have to work outside Quebec? If they want to be seen quickly, are they forced to receive services in English? When you are sick, you usually don't have time to get a translator.

Ms. Voisin: I would point to the recent investment in Budget 2023 to improve health services, as mentioned by the minister. A total of \$200 billion will be provided over 10 years for the provinces and territories. I can follow up on the specific amount for Quebec in terms of what was announced publicly. We are waiting for an agreement with Quebec, which will improve health services, to implement the expected plan for the province, but federal funds are also available to improve services for Quebecers. In addition, under our program, investments are earmarked for official language minority communities. Ms. Valdés can speak in greater detail about the different components of the program, which aims to improve access to health services in an individual's language of choice.

Ms. Valdés: Before getting into what our program does, I would like to draw your attention to one point. Last year, Health Canada once again worked with Statistics Canada to gain a better understanding of trends in language skills and bilingualism in the health workforce. What we found, from 2001 to 2016, by examining the data available when we began the study, was that the level of French use by health professionals in Quebec was over 98%. Therefore, most of them speak French. When you compare this with the use of French outside Quebec, you see that the number of health professionals who are bilingual or identify as such has increased. However, since the health sector has exploded in recent years, their proportion in the health care system has decreased to around 11% of respondents. As you can imagine, that depends on the province or territory, ranging from 30% in New Brunswick, in the Atlantic provinces, to a low percentage in British Columbia. This report is publicly available, and I can give you the link if you like.

Response

As committed by Health Canada's Assistant Deputy Minister Jocelyne Voisin, Quebec's notional allocation of the Health Funding Plan over ten years is over \$37 billion (the Canada Health Transfer allocation is close to \$31 billion, and bilateral agreement allocations are approximately \$6.5 billion). More detail about these amounts can be found here:

<https://www.canada.ca/en/health-canada/news/2023/02/working-together-to-improve-health-care-for-canadians.html>.

In relation to the information noted by Ms. Nathalie Valdés of Health Canada, here is the link to the Statistics Canada Study, "Knowledge and Use of the Official Minority Language at Work by Healthcare Workers, 2001 to 2016": <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/89-657-x/89-657-x2021005-eng.pdf?st=h4xVGG2P>.

Réponse de Santé Canada à une demande de renseignements présentée par le Comité sénatorial permanent des langues officielles le 17 avril 2023

Question

Le sénateur Dagenais: J'ai deux courtes questions. La première : Madame Voisin, dans un rapport assez étoffé, le directeur parlementaire du budget doute un peu de la capacité du gouvernement de réaliser les objectifs du projet de loi C-13 sur les langues officielles et aussi de pouvoir réellement protéger la langue française. Si on prend en considération, entre autres, la mobilité de la main-d'œuvre, qui est un facteur important à travers le pays, au niveau de la santé, quels sont les chiffres, les investissements que votre ministère fait pour assurer à travers le pays des services médicaux en français, entre autres aux Québécois appelés à travailler ailleurs qu'au Québec? Sont-ils condamnés à recevoir des services en anglais s'ils veulent être servis rapidement? Quand on est malade, on n'a généralement pas le temps de faire appel à un traducteur.

Mme Voisin: Je dirais que le ministre a parlé de notre investissement récent dans le budget 2023 de 200 milliards de dollars sur 10 ans pour améliorer les services de santé pour les provinces et territoires. Je peux faire le suivi avec le montant précis pour le Québec qui a été rendu public dans cette annonce. Nous attendons une entente avec le Québec qui va améliorer les services de santé pour mettre en place le plan déjà prévu pour la province, mais aussi avec des fonds fédéraux pour améliorer les services aux Québécois. En plus, nous avons les investissements de notre programme spécifiquement pour les CLOSM. Mme Valdés peut parler plus des différents volets de ce programme qui vise à améliorer l'accès aux services de santé dans la langue préférée des individus.

Mme Valdés: Peut-être, avant de me lancer dans ce que fait notre programme, j'aimerais attirer votre attention. L'an dernier, Santé Canada a travaillé encore une fois en collaboration avec Statistique Canada pour comprendre les tendances par rapport à la capacité langagière, au bilinguisme de la main-d'œuvre en santé. Ce qui a été constaté, de 2001 à 2016, les données disponibles lorsqu'on s'est lancé dans cette étude, le niveau d'utilisation du français par les professionnels de la santé au Québec est au-delà de 98 %. Donc, la plupart d'entre eux parlent le français. Lorsqu'on fait la comparaison à l'extérieur du Québec et qu'on regarde le français, la constatation qui est faite c'est que le nombre de professionnels de la santé bilingues ou qui se disent bilingues a augmenté. Cependant, leur proportion dans le système de santé a diminué puisque cela a été un secteur qui a explosé dans les dernières années. Il se situe à environ 11 % des répondants. Comme vous pouvez imaginer, cela dépend dans quelle province ou quel territoire on se trouve. Cela peut aller de 30 % au Nouveau-Brunswick, dans les provinces atlantiques à très peu de pourcentage de points en Colombie-Britannique, par exemple. Ce rapport est public et je pourrai vous donner le lien si vous le désirez.

Réponse

Comme la sous-ministre adjointe de Santé Canada, Jocelyne Voisin, s'y est engagée, l'allocation théorique du Québec du plan de financement en santé dépasse 37 milliards de dollars sur dix ans (le Transfert canadien en matière de santé s'approche de 31 milliards de dollars et les accords bilatéraux sont près de 6,5 milliards de dollars). De plus amples détails concernant les montants se trouvent ici:

<https://www.canada.ca/fr/sante-canada/nouvelles/2023/02/travailler-ensemble-pour-ameliorer-les-soins-de-sante-pour-les-canadiens-et-canadiennes.html>.

En ce qui concerne les informations fournies par M^{me} Nathalie Valdés de Santé Canada, voici le lien vers l'étude de Statistique Canada, « Connaissance et utilisation de la langue officielle minoritaire au travail par les travailleurs de la santé, 2001 à 2016 »: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/89-657-x/89-657-x2021005-fra.pdf?st=wMFglcDk>.